

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité administrative
Rue Pierre Bonnard
CS 87564
64000 Pau

Pau, le 19/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Bodycote

117 ALLEE DES PARCS
CS 80065
69800 Saint-Priest

Références : DREAL/2026D/2081
Code AIOT : 0005207198

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2026 dans l'établissement Bodycote implanté 229 rue du Tumulus Parcelles 47 et 48 section AW 64121 Serres-Castet. L'inspection a été annoncée le 03/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite avait pour objet le respect de la réglementation relative aux produits chimiques et les suites de l'inspection du 21 novembre 2023.

Les référentiels réglementaires applicables aux installations de l'établissement qui ont été vérifiés, par sondage, lors de l'inspection sont les suivants :

- le règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006

- modifié, dit règlement REACH,
- l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2561,
- l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration avec contrôle périodique sous la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Bodycote
- 229 rue du Tumulus Parcelles 47 et 48 section AW 64121 Serres-Castet
- Code AIOT : 0005207198
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BODYCOTE exerce ses activités sur la commune de Serres-Castet.

Elle possède 2 sites de production voisins, dont les emprises sont distinctes, délimitées par des clôtures et séparées par une rue.

Les 2 sites sont rattachés au groupe BODYCOTE mais dépendent de 2 directions opérationnelles différentes.

Le site concerné par l'inspection est situé au 229, rue du Tumulus à Serres-Castet, est certifié ISO 14001 et ISO 45001 et fonctionne du lundi au dimanche en 3x8. Moins d'une cinquantaine d'employés travaille dans l'établissement.

Les activités de la société BODYCOTE consistent à réaliser des traitements thermiques des métaux afin d'accroître les performances des pièces face aux sollicitations auxquelles elles sont soumises (contraintes mécaniques, ruptures, fluages, frottements, abrasions, corrosions, attaques chimiques, etc.).

En fonction de leur état de surface, les pièces peuvent subir un dégraissage préalable et/ou postérieur aux traitements.

La clientèle de la société BODYCOTE provient principalement du milieu aéronautique.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1 et article 35	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5a	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 2.10	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 2.10	Sans objet
5	État des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 3.3	Sans objet
6	Tableau de classement du site	Code de l'environnement du 16/03/2026, article R. 511-9	Sans objet
7	Émissions sonores – Valeurs limites	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 8.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a pu constater, par sondage, que la gestion des produits chimiques est effectuée conformément aux réglementations applicables et que les suites de l'inspection du 21 novembre 2023 ont permis une remise en conformité du site, en particulier par rapport aux nuisances sonores.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1 et article 35
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : <u>Article 31.1</u> : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité [...]. <u>Article 35</u> : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : L'inspection a vérifié, par sondage, que les FDS, transmises à l'exploitant par les fournisseurs, étaient datées postérieurement à 2020. L'inspection a constaté, par sondage, que l'exploitant

affiche sur les machines utilisant des produits chimiques les informations présentes dans leurs FDS (cf. photos). De plus, l'adresse du stockage des FDS sur le serveur informatique du site est affiché au niveau du local de stockage des produits chimiques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5a
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
Prescription contrôlée : 5. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.
Constats : L'inspection a vérifié, par échantillonnage, que les produits chimiques étaient stockés conformément aux prescriptions des FDS : étiquetage des produits, condition de stockage, moyens d'intervention, ventilation des ateliers où sont manipulés les produits (cf. photos).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 2.10
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires. [...] Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale ou 50 % dans le cas de liquides inflammables avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. [...]
Constats : L'inspection a constaté, par échantillonnage, que les produits chimiques du site sont associés à des rétentions adaptées, disposant de leur volume de rétention disponible, le cas échéant (cf. photos du point de constat n°2).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 2.10
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : [...] Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. [...]
Constats : L'inspection a constaté, par échantillonnage, que les produits chimiques du site sont placés sur rétention par type de famille chimique (cf. photo).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : État des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 3.3
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. [...]
Constats : L'exploitant a présenté, le jour de l'inspection, l'état des stocks informatique des produits susceptibles d'être présents sur le site, daté du 4 novembre 2025. Cette liste prévoit environ 200 références de produits chimiques différents. Cependant, l'inspection a constaté, le jour de la visite, que seuls 19 produits chimiques comportaient une quantité réelle de stockage repris sur cette liste.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Tableau de classement du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/03/2026, article R. 511-9

Thème(s) : Situation administrative, Mise à jour du classement

Prescription contrôlée :

La colonne «A» de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Rubrique	Régime
----------	--------

2561. Production industrielle par trempé, recuit ou revenu des métaux et alliages	Déclaration avec contrôle périodique
2564. Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques 1. Hors procédé sous vide, le volume des cuves affectées au traitement étant : b. Supérieur à 20 l, mais inférieur ou égal à 1500 l pour les solvants organiques à mention de danger H340, H350, H350i, H360D, H360F ou les liquides organohalogénés à mention de danger H341 ou H351, au sens du règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006	Déclaration avec contrôle périodique

Constats :

L'exploitant a validé le tableau de classement mis à jour au cours de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Émissions sonores – Valeurs limites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 8.1

Thème(s) : Risques chroniques, Bruits

Prescription contrôlée :

Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)

Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)
----------------------	---------	---------

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée, au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

Lorsque plusieurs installations classées, soumises à déclaration au titre de rubriques différentes, sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par ces installations devra respecter les valeurs limites ci-dessus.

Constats :

Afin de procéder au refroidissement des fours en fonctionnement, la société BODYCOTE utilisait une tour aéroréfrigérante (installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air relevant de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement). Ce système de refroidissement a été abandonné et remplacé par un système de refroidissement adiabatique en août 2022, non classable par rapport à la nomenclature précitée. Le système de refroidissement intègre un groupe de ventilateurs situé en façade de l'atelier, à l'extérieur du bâtiment, côté Est.

L'exploitant a fait réaliser, par le laboratoire des Pyrénées et des Landes les 28 et 29 novembre 2024, de nouvelles mesures de bruit de ses installations sur la partie Est de l'atelier, du côté où se situent les riverains les plus proches. Il a transmis à l'inspection les résultats conformes de ces mesures par courriel du 3 mars 2026. Il est à noter que l'exploitant précise que ces mesures ont été effectuées en bridant la machine à 70% le jour et 60% la nuit, afin d'obtenir des niveaux conformes de bruits des installations et que les process des ateliers puissent se dérouler dans de bonnes conditions de refroidissement. De plus, il précise que la tour adiabatique fonctionne en permanence en étant bridée de cette manière.

Type de suites proposées : Sans suite